



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GENERAL DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Appel d'offres ouvert:

Relance des lots 8, 9, 19, 20, 30 et 31:

**MARCHE DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE PIECES AUTO DE RECHANGE
D'ORIGINE CONSTRUCTEUR POUR LA REPARATION ET L'EQUIPEMENT DES
VEHICULES AUTOMOBILES DE MARQUE VOLKSWAGEN, SKODA, SEAT ET DE LA
ZONE SUD**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

Référence publique : SGAMI13 – AOO – 2021-05-22

Date limite de réception des offres : **LUNDI 15 NOVEMBRE 2021 à 16h00**

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Durée des marchés et délai d'exécution	4
1.3 Reconduction	4
1.4 Condition d'affermissement des tranches	5
1.5 Parties contractantes	5
1.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché	6
2. PIÈCES CONTRACTUELLES	6
3. PRIX	6
3.1 Unité monétaire, nature des prix	6
3.2 Forme et contenu du prix	7
3.3 Variation des conditions économiques	7
4. AVANCE	7
5. MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	8
6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
6.1 Règlement par carte achat niveau 3	8
6.2 Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement	8
6.2.1 Pour les grandes entreprises	8
6.2.2 Pour les autres types d'entreprises	9
6.3 Délai de paiement	9
6.4 Modification des coordonnées	10
7. CLAUSES PARTICULIERES PORTANT SUR LES CONDITIONS D'EXECUTION	10
7.1 Modalités d'exécution du marché par carte achat	10
7.2 Modalités d'exécution du marché hors carte d'achat	10
7.3 Garantie des fournitures	12
7.4 Opération de vérification et d'admission des fournitures	12
7.5 Délai d'approvisionnement et lieu de livraison	13
7.6 Clause sociale	14
7.7 Clause environnementale	14
7.8 Clause de confidentialité	14
7.9 Conditions d'accès au site	14
8. PENALITES	15
8.1 Pénalités de retard	15
8.2 Autres pénalités spécifiques	15
9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
9.1 Opération de vérification	15
9.2 Décisions après vérification	15
10. ASSURANCE	16
11. RESPECT DE LA LEGISLATION SUR LE TRAVAIL ET RESPONSABILITE	16
12. DIFFERENDS ET LITIGES	16
13. RESILIATION DU CONTRAT	17
13.1 Conditions de résiliation du marché	17
13.2 Redressement ou liquidation judiciaire	17
14. DEROGATION AU CCAG FCS	17
ANNEXE N°I	18
ANNEXE N°II	20
ANNEXE N°III	21
ANNEXE N°IV	22

1 Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Une consultation a été lancée le 16 novembre 2020 ayant pour objet la fourniture et livraison de pièces auto de rechange d'origine constructeur pour la réparation et l'équipement des véhicules automobiles de la police nationale et de la gendarmerie nationale et de marque Volkswagen, Skoda et Seat de la Zone Sud.

Les lots 8, 9, 19, 20, 30 et 31 ayant été déclarés infructueux, le marché est donc relancé pour ces lots.

Cet appel d'offres ouvert fixe toutes les conditions d'exécution des prestations de chacun des lots, lesquels seront exécutés au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Le marché est divisé en 6 lots faisant chacun l'objet **d'un marché distinct** :

N° DE LOT	INTITULÉ DU LOT	CODE CPV
8	VOLKSWAGEN AJACCIO (PN-GN)	34300000-0
9	VOLKSWAGEN BASTIA (PN-GN)	34300000-0
19	SKODA AJACCIO (PN-GN)	34300000-0
20	SKODA BASTIA (PN-GN)	34300000-0
30	SEAT AJACCIO (PN-GN)	34300000-0
31	SEAT BASTIA (PN-GN)	34300000-0

Activité principale : Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) s'applique à l'ensemble des marchés publics issus de l'allotissement.

Ce marché est un marché à exécution successive : il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.
Ce marché est conclu sans minimum et sans maximum.

NB : Une estimation des dépenses annuelles (non contractuelles) est présentée en annexe du présent CCP. Ces montants sont uniquement présentés à titre indicatif et en aucun cas, ne doivent être considérés comme « montant minimum ou maximum. »

Les bons de commande, même si le marché est conclu avec plusieurs opérateurs économiques, seront émis sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Les bons de commande détermineront la quantité des prestations ou des produits demandés.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.2. Durée des marchés et délai d'exécution

Chaque marché prendra effet à compter **de sa date de notification**, reconductible par tacite reconduction.

1.3 Reconduction

Chaque marché est reconduit **tacitement** jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 et chacune d'elle durera 12 mois.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire le marché, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de deux mois avant la date d'échéance.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction du marché.

1.4 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.5 Parties contractantes

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), sont désignés :

Pouvoir adjudicateur contractant :

ETAT – Ministère de l'Intérieur - Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud (S.G.A.M.I. Sud).

Représentant légal du Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Préfet délégué de la zone de défense et de sécurité Sud.

Personne habilitée à représenter le Pouvoir adjudicateur dans l'exécution du présent cahier des charges:

Les personnes ci-dessous mentionnées habilitées en vertu d'une délégation de signature :

M. le chef du Bureau des Moyens Mobiles / Direction de l'Equipeement et de la Logistique / S.G.A.M.I. Sud de Marseille.

1.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud
Direction de l'équipement et de la logistique
299, Chemin de Sainte-Marthe - CS 90495
13311 Marseille Cedex 14
M. Didier BOREL - Tel : 04.91.21.55.69 / 06.83.56.80.87
Courriel : didier.borel@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché
- les annexes financières
- le mémoire technique
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

3 Prix

3.1 Unité monétaire, nature des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement (ATTRI1) du lot choisi et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'Administration, lorsque ces derniers seront plus favorables que la tarification qui lui est habituellement pratiquée.

3.2 Forme et contenu du prix

Mois d'établissement des prix du marché :

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement du lot choisi et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

Les prix comprennent la garantie de douze mois définie à l'article 7.3.

3.3 Variation des conditions économiques

Les prix unitaires des fournitures sont révisables une fois par an à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre, par ajustement par rapport au tarif général public. Le titulaire informera le SGAMI Sud de Marseille (Direction de l'Equipeement et de la Logistique) dont l'adresse est indiquée à l'article 7 b), par lettre recommandée avec A/R des nouveaux tarifs servant de référence

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'Administration, lorsque ces derniers seront plus favorables que la tarification qui lui est habituellement pratiquée.

Le titulaire informera le SGAMI Sud de Marseille (Direction de l'Equipement et de la Logistique) dont l'adresse est indiquée ci-dessus), par lettre recommandée avec A/R des nouveaux tarifs servant de référence.

La remise consentie sur ces tarifs sera maintenue ou éventuellement améliorée.

Clause de sauvegarde : L'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, à la date contractuelle du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de **3 %** sur l'année civile.

4 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

Note : le taux de l'avance est porté à **20 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

5 Modalités et conditions d'exécution du marché

Les prestations devront être conformes aux attentes du pouvoir adjudicateur.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date du contrat.

Les marchés sont exécutés par l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins de l'Administration.

Les commandes seront passées par courriel ou internet, en langue française, auprès du titulaire du marché.

Les bons de commande établis par l'Administration sont notifiés par écrit au titulaire à l'adresse indiquée dans l'Acte d'Engagement (ATTRI1).

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans les délais prévus au marché, il doit en informer immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur (cf. article 1.5 C du présent document).

Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes.

- l'identification du service émetteur de la commande,
- la désignation précise et les quantités des articles commandés
- le prix unitaire de chaque article, hors taxe et toutes taxes comprises
- le taux de remise
- le délai de livraison,
- le lieu de livraison des fournitures,
- le numéro de la commande,
- la date d'émission de la commande,
- le numéro d'EJ et le numéro du marché, et éventuellement du ou des avenant(s).

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires.

6 Modalités de règlement des comptes

6.1 Règlement par carte achat niveau 3

La carte achat de niveau 3 est un moyen de paiement dématérialisé qui permet au titulaire d'être réglé en quelques jours seulement.

Les candidats sont invités à prendre connaissance de l'annexe à l'acte relative à l'adhésion à la carte d'achat.

6.2 Modalités de Règlement des comptes et présentation des demandes de paiement.

6.2.1 Pour les grandes entreprises (depuis le 1^{er} janvier 2017) et les PME (depuis le 1^{er} janvier 2019)

Conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relative au développement de la facturation électronique, les factures devront être dématérialisées.

Pour ce faire, le titulaire devra se référer aux 2 annexes suivantes, « CHORUS – factures dématérialisées », présentes au DCE :

- Procédure de dématérialisation des factures dans le portail CHORUS PRO
- Plaquette d'information des factures dématérialisées

La facture émise par le titulaire, rédigée en français, sera remise au Centre de Services Partagés CHORUS.

6.2.2 Pour les autres types d'entreprises (micro-entreprise) :

Les factures, établies en un (1) exemplaire original et deux (2) copies devront être adressées par voie postale à l'adresse suivante :

Police Nationale P 176	Gendarmerie Nationale P 152
SGAMI SUD DAGF / Plateforme Chorus Pôle CE/CNF 299, Chemin de Sainte Marthe CS 90495 13311 Marseille cedex 14	Région de gendarmerie PACA Caserne HETZEL Plateforme Chorus 162, Avenue de la Timone CS 90086 13387 Marseille cedex 10

Les entreprises qui le souhaitent peuvent procéder, dès maintenant, à la dématérialisation de leurs factures.

NB : À compter du **1^{er} janvier 2020 pour les micro-entreprises**, la facturation électronique deviendra la règle.
Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné et les références du bon de commande émis par l'administration;
- le nom du chargé d'opérations ;
- les références exactes des lignes du CDPGF concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MI5PLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- la signature + le cachet de l'entreprise.

Le titulaire devra porter une attention toute particulière sur le libellé et le contenu exacts de ses factures. Dans le cas d'un envoi d'une facture ne tenant pas compte des prescriptions obligatoires susmentionnées, le titulaire s'expose au fait qu'elle ne puisse pas lui être réglée.

Lors du dépôt des factures dans l'espace « factures émises », le Siret SGAMI Sud à renseigner est le **11000201100044** avec le code service MI5PLTF013.

6.3 Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément à la Loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile, au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté du nombre de points en vigueur à la date de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement constatée par l'administration. Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

6.4 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

7 Clauses particulières portant sur les conditions d'exécution

7.1 Modalités d'exécution du marché par carte achat

Suite aux possibilités ouvertes par le décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, le Ministère de l'intérieur a conclu un accord-cadre avec un émetteur de carte d'achat : BNP Paribas, en vue de doter en carte d'achat certains de ces agents habilités.

Le Pouvoir Adjudicateur a souhaité mettre en œuvre l'utilisation de la carte d'achat pour l'exécution de ce marché, néanmoins, si elle est vivement encouragée, l'utilisation de la carte d'achat n'est pas imposée pour l'exécution du présent marché.

La carte d'achat pour ce marché sera de niveau 3.

Les modalités d'exécution du marché par carte d'achat de niveau 3 sont définies dans l'annexe de l'acte d'engagement.

Avance et cession :

Les mécanismes de l'avance et de la cession du marché sont incompatibles avec l'exécution du marché par carte achat. En conséquence :

Avances

L'exécution du marché par carte d'achat est incompatible avec le versement d'une avance au candidat (Article 2 du Décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004).

Dès lors, si le candidat accepte d'exécuter le présent marché par carte d'achat, ce dernier renonce au bénéfice de l'avance pour toute la durée du marché.

Cession ou nantissement de créances

L'article 4 du Décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 précise que l'émetteur (BNP PARIBAS) ou son correspondant bancaire paye à l'accepteur toute créance née d'un marché. En conséquence, si le marché fait l'objet d'une cession de créance ou d'un nantissement, il n'est pas possible de prévoir son exécution par carte d'achat.

En cas d'exécution par carte achat, le marché ne pourra être cédé, ni nanti par la suite.

7.2 Modalités d'exécution du marché hors carte d'achat

Elaboration et notification des bons des commandes

Les marchés sont exécutés par l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins de l'Administration. Les commandes proviendront exclusivement du, des ateliers/magasins de la direction de l'équipement et de la logistique du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Sud, identifiés dans l'annexe IV relative à la décomposition des lots.

Les commandes seront passées par télécopie, courriel ou internet, en langue française, auprès du titulaire du marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la carte d'achats niveau 3, les commandes sont réalisées exclusivement via le site INTERNET du fournisseur.

Les bons de commande établis par l'Administration sont notifiés par écrit au titulaire à l'adresse indiquée dans l'Acte d'Engagement (ATTRI1).

La validation de la commande au moyen de la carte d'achats niveau 3 vaut notification.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans les délais prévus au marché, il doit en informer immédiatement l'atelier concerné, à l'adresse identifiée à l'annexe IV du présent CCP.

Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Contenu des bons de commande :

Chaque bon de commande comporte (montage compris) :

- l'identification du service émetteur de la commande,
- la désignation précise et les quantités des articles commandés
- le prix unitaire de chaque article, hors taxe et toutes taxes comprises
- le taux de remise
- le délai de livraison,
- le lieu de livraison des fournitures,
- le numéro de la commande,
- la date d'émission de la commande,
- le numéro d'EJ et le numéro du marché, et éventuellement du ou des avenant(s).

Correspondants du Titulaire :

En cas de difficultés particulières liées à l'émission d'un bon de commande, ou de problèmes techniques, le titulaire devra contacter le service émetteur de la commande, aux adresses mentionnées dans l'annexe IV du CCP, pour chacun des lots.

En cas de problèmes relatifs à la gestion du marché et en particulier au règlement des factures, le titulaire devra contacter les services ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'Équipement et de la Logistique

Pôle des Affaires Financières

299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495

13311 MARSEILLE – Cedex 14

Madame BELKENADIL : 04.91.21.55.03

Courriel : naoual.belkenadil@interieur.gouv.fr

En cas de problèmes juridiques, de changement administratif (changement de RIB, de raison sociale, de domiciliation, ...) le titulaire devra contacter les services ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction des affaires générales et des finances
Bureau de la commande publique et des achats
299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

7.3 Garantie des fournitures

Toutes les pièces livrées sont réputées être des « pièces de rechange d'origine constructeur » neuves, au sens du règlement européen 1400/2002 de la commission du 31 juillet 2002 (Cf. Annexe n° I du CCP).
Le titulaire devra être à tout moment en mesure de justifier l'origine et les spécifications des pièces livrées.

Ces dernières, hors pièces d'usure, seront garanties pièces et main d'œuvre contre tous vices ou défauts pendant une durée de 12 mois à compter de la date de réception des pièces dans l'un des ateliers/magasins du SGAMI Sud , identifiés dans l'annexe IV du CCP .

En conséquence, lorsqu'une fourniture, échangée dans les règles de l'art par un technicien qualifié de l'un des ateliers/magasins du SGAMI Sud, identifiés dans l'annexe IV du CCP, s'avérerait défectueuse pendant la période de garantie, le prestataire s'engage à remplacer gracieusement l'élément et à remettre en état le véhicule à ses frais, dans un délai d'une semaine.

Ces dispositions s'appliquent en particulier aux organes mécaniques dont le remplacement nécessite plus de trois heures de main d'œuvre (moteur, boîte de vitesse ...).

7.4 Opération de vérification et d'admission des fournitures

a) Opérations de vérification

Au titre des opérations de vérification préalables à l'admission des fournitures, chaque objet de bon de commande remis à la disposition de la personne publique est soumis à des contrôles qualitatifs et quantitatifs.

Ces contrôles sont destinés à vérifier que les fournitures correspondent aux stipulations fixées dans le bon de commande et dans le marché, et selon les normes techniques en vigueur sur le territoire français.

Elles seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 23.1 et 23.3 du C.C.A.G-FCS ;

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit contraint de rectifier les paramètres d'une ligne du bon de commande pour satisfaire à des obligations fixées par le constructeur du véhicule, les solutions de remplacement ne devront pas modifier significativement l'économie du poste considéré.

Les rubriques suivantes de la ligne du bon de commande pourront être alors affectées :

- références,
- désignation,
- quantité ou conditionnement,
- prix.

En tout état de cause, l'Administration se réserve le droit de refuser la prestation en question dans les délais fixés ci-dessous.

b) Opérations d'admission des prestations exécutées :

L'Administration dispose, à compter de la date de mise à disposition des fournitures à la personne publique, d'un délai de 15 jours pour notifier au titulaire sa décision d'admission, éventuellement assortie d'une réfaction, d'un ajournement ou d'un rejet de la livraison concernée.

Passé ce délai, le silence de l'Administration vaut acceptation.

c) Application du règlement européen :

Conformément au règlement européen 1400/2002 de la commission du 31 juillet 2002, si malgré la justification de l'origine des pièces (article 7 du présent CCP), l'administration, par des tests réalisés auprès d'organismes indépendants, peut prouver qu'une ou certaines pièces de rechange n'ont pas été fabriquées conformément aux spécifications et aux normes de fabrication du constructeur automobile, il y aura alors preuve qu'il ne s'agit pas de pièces de rechange d'origine.

Cela emportera la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

7.5 Délai d'approvisionnement et lieu de livraison

a) Délai d'approvisionnement

Le délai d'approvisionnement de chaque commande part de la date de réception du bon de commande correspondant par le titulaire (courrier, télécopie, remise en main propre, internet).

Pour les livraisons en Corse, le délai maximum est de 96h00.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que dans le cas d'une proposition d'anticipation de ces délais inférieure ou égale à 4 heures en métropole (8 heures en Corse), la même note sera attribuée au candidat pour le sous-critère « délais de livraison » de la valeur technique (Cf. Article 7.2 du règlement de la consultation).

Le délai s'interrompt à la date de livraison des fournitures à la personne publique.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

REMARQUE : les risques inhérents au transport et à la livraison des fournitures commandées sont à la charge exclusive du titulaire.

b) Lieu de livraison

(Cf. .Annexe IV du présent CCP)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'adapter le marché à l'évolution des sites de livraisons.

En cours de marché, le nombre et/ou la localisation des sites de livraisons pourront être modifiés, en plus ou moins sans autre formalisme qu'une simple information du pouvoir adjudicateur au titulaire.

7.6 Clause sociale

Sans objet.

7.7 Clause environnementale

Sans objet.

7.8 Clause de confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

7.9 Conditions d'accès au site

Les livraisons s'effectuent pendant les jours et heures ouvrables. Les horaires de réception vous seront communiqués pour chacun des lots ultérieurement.

Les colis doivent être remis au correspondant du site par les livreurs au lieu précis indiqué sur le bon de commande.

Au cours des livraisons dans l'enceinte des sites, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

8. Pénalités

8.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à :

En cas de retard dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{5}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant hors taxe du bon de commande

R = nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

8.2 Autres pénalités spécifiques

Sans objet.

9 Constatation de l'exécution des prestations

9.1 Opérations de vérification

Au titre des opérations de vérification préalables à l'admission des fournitures, chaque objet de bon de commande remis à la disposition de la personne publique est soumis à des contrôles qualitatifs et quantitatifs.

Ces contrôles sont destinés à vérifier que les fournitures correspondent aux stipulations fixées dans le bon de commande et dans le marché, et selon les normes techniques en vigueur sur le territoire français.

Elles seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 et 23.1. du C.C.A.G-FCS ;

9.2 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

10 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Si un groupement d'entreprises contracte le marché, chaque co-traitant doit souscrire sa propre assurance.

Le titulaire doit justifier, dans un délai **de quinze jours** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11 Respect de la législation sur le travail et responsabilité

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des conventions internationales relatives au droit du travail, notamment en ce qui concerne le travail des enfants. Le titulaire doit, notamment, permettre à la personne publique de se rendre, à tout moment, sur son site d'activité.

Le service coordonnateur doit être en mesure de se faire remettre, par le titulaire, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Le titulaire assume toutes les conséquences pécuniaires directes ou indirectes de la responsabilité qu'il encourt à raison de tous les dommages aux biens et aux personnes, corporelles, matérielles ou immatérielles, causés dans la mise en œuvre des prestations prévues au titre du présent marché.

12 Différends et litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs au marché conformément à l'article R2197-1 du CCP.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de litige seul Tribunal Administratif de Marseille est compétent :

22, 24, Rue de Breteuil
13281 Marseille Cedex 06
Tél : +33 491134830
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr
Fax : +33 491811387
Adresse internet : <http://marseille.tribunaladministratif.fr>

13 Résiliation du contrat

13.1 Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art 8- Pénalités	Art. 20.1, 20.4 et 14.1

ANNEXE I

Règlement (CE) n°1400/2002 de la Commission du 31 juillet 2002, p.87

Qu'entend-on par “pièces de rechange d'origine” ?

Il existe trois catégories de “pièces de rechange d'origine”.

La première catégorie de pièces de rechange d'origine se compose des pièces fabriquées par le constructeur automobile, qui font l'objet des règles suivantes :

- le constructeur automobile peut imposer à ses réparateurs agréés d'utiliser cette catégorie de pièces d'origine pour les réparations effectuées sous garantie, l'entretien gratuit et les travaux en cas de rappel de véhicules¹ ;
- le constructeur automobile ne peut limiter le droit de ses distributeurs de vendre cette catégorie de pièces activement ou passivement, selon le cas, à des réparateurs indépendants qui les utilisent pour la réparation et l'entretien de véhicules automobiles² ; sur ce point, il importe peu que ces réparateurs utilisent les pièces dans leur atelier ou pour les services d'assistance routière.

La deuxième catégorie de “pièces de rechange d'origine” comprend les pièces fournies par l'équipementier au constructeur automobile, lequel les vend à ses distributeurs. Ces pièces de rechange d'origine sont soumises aux règles suivantes :

- aucune restriction ne peut être imposée au droit de l'équipementier d'apposer sa marque ou son logo sur ces pièces de manière effective et clairement visible³. Ce droit comprend également celui d'apposer la marque ou le logo sur l'emballage et la notice d'accompagnement;
- le constructeur automobile peut lui aussi apposer sa marque ou son logo sur ces pièces;
- aucune restriction ne peut être imposée au droit de l'équipementier de fournir ces pièces de rechange aux distributeurs agréés ou indépendants de pièces de rechange ou aux réparateurs agréés ou indépendants⁴, et aucune restriction ne peut être imposée au droit du réparateur agréé d'utiliser ces pièces⁵;
- le constructeur automobile peut exiger de ses réparateurs agréés qu'ils utilisent cette catégorie de pièces de rechange d'origine pour les réparations sous garantie, l'entretien gratuit et les travaux sur les véhicules rappelés⁶ ;

¹ Voir article 4, paragraphe 1, point k).

² Voir article 4, paragraphe 1, point i) ou article 4, paragraphe 1, points b) et i).

³ Voir article 4, paragraphe 1, point l).

⁴ Voir article 4, paragraphe 1, point j).

⁵ Voir article 4, paragraphe 1, point k).

⁶ Voir article 4, paragraphe 1, point k).

- le constructeur automobile ne peut limiter le droit de ses distributeurs de vendre cette catégorie de pièces activement ou passivement, selon le cas, à des réparateurs indépendants qui les utilisent pour la réparation et l'entretien de véhicules automobiles⁷ ; sur ce point, il importe peu que ces réparateurs utilisent les pièces dans leur atelier ou pour les services d'assistance routière.

La troisième catégorie de “pièces de rechange d'origine” se compose des pièces qui ne sont pas fournies au constructeur automobile concerné, mais sont tout de même fabriquées selon les spécifications et normes de fabrication fournies par celui-ci. L'équipementier fournit ces pièces à des distributeurs indépendants de pièces de rechange ou directement aux réparateurs. Les règles suivantes s'appliquent à cette catégorie de pièces de rechange d'origine :

- aucune restriction ne peut être imposée au droit de l'équipementier d'apposer sa marque ou son logo sur ces pièces de manière parfaitement visible. Ce droit comprend également celui d'apposer la marque ou le logo sur l'emballage⁸ ;
- aucune restriction ne peut être imposée au droit de l'équipementier de fournir ces pièces de rechange aux distributeurs agréés ou indépendants de pièces de rechange ou aux réparateurs agréés ou indépendants⁹, et aucune restriction ne peut être imposée au droit du réparateur agréé d'utiliser ces pièces¹⁰.

⁷ Voir article 4, paragraphe 1, point i) ou article 4, paragraphe 1, points b) et i).

⁸ Voir article 4, paragraphe 1, point l).

⁹ Voir article 4, paragraphe 1, point j).

¹⁰ Voir article 4, paragraphe 1, point k).

ANNEXE II

L 203/38

FR

Journal officiel des Communautés européennes

1.8.2002

7. Aux fins du présent article, la part de marché détenue par les entreprises visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point e), est imputée à parts égales à chaque entreprise disposant des droits ou des pouvoirs énumérés à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a).

Article 4

Restrictions caractérisées

(Restrictions caractérisées concernant la vente de véhicules automobiles neufs, de services de réparation et d'entretien ou de pièces de rechange)

1. L'exemption ne s'applique pas aux accords verticaux qui, directement ou indirectement, isolément ou cumulés avec d'autres facteurs sous le contrôle des parties, ont pour objet :

- a) la restriction de la capacité du distributeur ou du réparateur de déterminer son prix de vente, sans préjudice de la possibilité pour le fournisseur d'imposer un prix de vente maximal ou de recommander un prix de vente, à condition que ces derniers n'équivalent pas à un prix de vente fixe ou minimal sous l'effet de pressions exercées par l'une des parties ou de mesures d'incitation prises par elle;
- b) la restriction du territoire sur lequel, ou de la clientèle à laquelle, le distributeur ou le réparateur peut vendre les biens ou les services contractuels; l'exemption est néanmoins applicable à :
 - i) la restriction des ventes actives sur un territoire exclusif ou à une clientèle exclusive réservés au fournisseur ou concédés par le fournisseur à un autre distributeur ou réparateur, lorsqu'une telle restriction ne limite pas les ventes par les clients du distributeur ou du réparateur;
 - ii) la restriction des ventes aux utilisateurs finals par un distributeur qui exerce en tant que grossiste sur le marché;
 - iii) la restriction des ventes par les membres d'un système de distribution sélective, de véhicules automobiles neufs et de pièces de rechange à des distributeurs non agréés sur les marchés où la distribution sélective est pratiquée, sous réserve des dispositions du point ii);
 - iv) la restriction de la capacité de l'acheteur de vendre des composants destinés à l'incorporation à des clients qui pourraient les utiliser pour la fabrication de biens similaires à ceux produits par le fournisseur;
- c) la restriction des liaisons croisées entre les distributeurs ou les réparateurs à l'intérieur d'un système de distribution sélective, notamment entre les distributeurs ou les réparateurs agissant à des niveaux différents sur le marché;
- d) la restriction des ventes actives ou passives de voitures particulières ou véhicules utilitaires légers, de pièces de rechange pour tous les véhicules automobiles ou de services de réparation et d'entretien pour tous les véhicules automobiles à des utilisateurs finals par les membres d'un système de distribution sélective qui exercent leurs activités au niveau du commerce de détail sur les marchés où la distribution sélective est pratiquée. L'exemption est applicable, sous réserve cependant des dispositions de l'article 5, paragraphe 2, point b), aux accords faisant interdiction à un membre d'un système de distribution sélective d'exercer ses activités à partir d'un lieu d'établissement non agréé;

e) la restriction des ventes actives ou passives de véhicules automobiles neufs autres que les voitures particulières ou les véhicules utilitaires légers à des utilisateurs finals par les membres d'un système de distribution sélective agissant au niveau du commerce de détail sur des marchés où la distribution sélective est pratiquée, sans préjudice de la faculté du fournisseur d'interdire à un membre de ce système d'exercer ses activités à partir d'un lieu d'établissement non agréé;

(Restrictions caractérisées limitées à la vente de véhicules automobiles neufs)

f) la restriction de la capacité du distributeur de vendre un véhicule automobile neuf correspondant à un modèle de la gamme visée par l'accord;

g) la restriction de la capacité du distributeur de sous-traiter la fourniture de services de réparation et d'entretien à des réparateurs agréés, sans préjudice de la capacité du fournisseur d'exiger du distributeur qu'il communique aux utilisateurs finals, avant la conclusion de tout contrat d'achat, le nom et l'adresse du ou des réparateurs agréés en question et, si certains de ces réparateurs agréés ne se trouvent pas à proximité du point de vente, qu'il indique aussi aux utilisateurs finals à quelle distance du point de vente se situent le ou les ateliers de réparation en question; toutefois, de telles obligations peuvent seulement être imposées à condition que des obligations similaires soient imposées aux distributeurs dont l'atelier de réparation ne se trouve pas sur le même site que leur point de vente;

(Restrictions caractérisées limitées à la vente de services de réparation et d'entretien et de pièces de rechange)

h) la restriction de la capacité du réparateur agréé de limiter ses activités à la fourniture de services de réparation et d'entretien et à la distribution de pièces de rechange;

i) la restriction de la vente de pièces de rechange pour véhicules automobiles par les membres d'un système de distribution sélective à des réparateurs indépendants qui utilisent ces pièces pour la réparation et l'entretien d'un véhicule automobile;

j) la restriction convenue entre un fournisseur de pièces de rechange d'origine ou de pièces de qualité équivalente, d'outils destinés aux réparations, d'équipements de diagnostic ou d'autres équipements, d'une part, et un constructeur automobile, d'autre part, qui limite la capacité du fournisseur de vendre de tels produits ou services à des distributeurs agréés ou indépendants, à des réparateurs agréés ou indépendants ou à des utilisateurs finals;

k) la restriction de la capacité d'un distributeur ou d'un réparateur agréé d'obtenir d'une entreprise tierce de son choix des pièces de rechange d'origine ou des pièces de rechange de qualité équivalente et de les utiliser pour la réparation ou l'entretien de véhicules automobiles, sans préjudice de la faculté d'un fournisseur de véhicules automobiles neufs d'imposer l'utilisation de pièces de rechange d'origine fournies par lui pour les réparations sous garantie, pour le service gratuit et lors du rappel des véhicules;